

APPEL À MANIFESTER du collectif d'habitants du 18ème arrondissement de Paris en soutien aux réfugiés.

Le 11 Juin à 17h30, rendez vous au Bois Dormoy, cité de la Chapelle.

Pour sauver notre société de la barbarie, au nom de la fraternité et des droits, opposons-nous de toutes nos forces à ces ignominies !

Le 8 juin, la rafle des réfugiés devant la halle Pajol a été violente et choquante: une quarantaine de réfugiés ont été envoyés en centre de rétention, une quinzaine hospitalisés.

Des élu(e)s locaux portant l'écharpe, des habitant(e)s et militant(e)s associatifs se sont fait gazer et frapper à terre. Cette violence était choquante, mais le plus obscène, c'est d'envoyer les CRS contre une centaine de réfugiés qui devraient être soutenus dans leurs démarches.

Depuis l'expulsion du campement du métro la Chapelle il y a 8 jours, les réfugiés ont été soumis à des trahisons de la part des associations officiellement en charge de leur cas, ainsi qu'à des intimidations jour et nuit, des violences policières et une rafle sur ordre de la préfecture de Paris. Nous, les habitant(e)s du quartier, avons rencontré ces migrants, leur avons apporté notre soutien et avons décidé de résister avec eux.

Nous résistons à la fois pour eux et pour nous, car nous estimons urgent et primordial de ne pas laisser s'installer la terreur dans notre quartier. Ne rien faire face à cette injustice ce serait la cautionner. L'heure est venue de réaffirmer nos valeurs humaines et de retrouver le vrai sens du mot « citoyenneté », qui comme l'histoire nous le rappelle, implique un devoir de résistance face à la barbarie, en particulier celle qui émane de l'état supposé démocratique.

Après deux nuits de répit grâce à l'association du Bois Dormoy qui a brièvement prêté son jardin partagé, les réfugiés se retrouvent à nouveau aujourd'hui à la rue, en proie à l'errance et au harcèlement policier.

Nous tenons à rappeler que si ces personnes venu(e)s pour leur grande majorité d'Erythrée et du Soudan, pays en guerre, ne sont pas encore reconnu(e)s officiellement comme « demandeurs d'asile », c'est uniquement en raison du manque d'assistance juridique et des délais d'attente dans les associations chargées de leur obtenir un rendez vous pour obtenir ce statut, ainsi qu'à la préfecture.

L'état français en proie à des relents colonialistes profite de cette attente pour nier les droits et traiter comme des sous hommes ces personnes qui ont fui la guerre, traversé la Lybie, la Méditerranée dans des conditions effroyables. Face à ces atteintes au droit international et à ces exactions du gouvernement, nous appelons les Parisien(ne)s à résister. Ayant cotoyé ces femmes, hommes et enfants depuis une semaine, nous sommes déterminé(e)s à ne pas les abandonner face à ce gouvernement auquel nos quartiers populaires ont –par mégarde- apporté leurs suffrages.

Nous, habitant(e)s en lutte aux cotés des migrant(e)s, avons fait l'expérience d'une solidarité nouvelle et de la chance de pouvoir enfin rencontrer ces migrant(e)s, qui campaient dans notre quartier. Ils et elles sont la plus belle chose qui nous soit arrivée depuis longtemps. Face à la barbarie, restons uni(e)s dans notre commune humanité !

Nos demandes : UN LIEU D'ORGANISATION POUR TOUS DANS LE SECTEUR LA CHAPELLE, DES LOGEMENTS ET DES PAPIERS POUR TOUS LES MIGRANTS, LA LIBÉRATION INCONDITIONNELLE DES PERSONNES RAFLÉES ET ENVOYÉES EN CENTRE DE RÉTENTION.